



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : [unsen@ferc.cgt.fr](mailto:unsen@ferc.cgt.fr) - Site : [www.cgteduc.fr](http://www.cgteduc.fr)

## **Direction d'école : le ministre n'a pas pris la mesure de l'ampleur du malaise des personnels**

Le suicide de Christine Renon, directrice d'école à Pantin, avait provoqué une onde de choc dans l'Éducation nationale et auprès du grand public. Cet acte atroce avait souligné le mal-être persistant des professionnel·les de l'Éducation nationale et avait pointé les conditions de travail dramatiques des directeur·trices d'école.

Face à la situation, toutes les organisations syndicales avaient demandé au ministre Blanquer de répondre aux attentes des collègues pour que leurs conditions d'exercice et de vie s'améliorent. Aujourd'hui, plus d'un mois après le drame, le ministre annonce ses premières mesures et la CGT Éduc'action estime qu'elles ne sont pas à la hauteur de l'urgence exprimée et des conditions de travail dégradées.

Alors que des propositions syndicales concrètes ont été formulées et que la question de la direction est en débat depuis des années au ministère, JM Blanquer et son cabinet viennent d'annoncer qu'une journée de décharge supplémentaire sera octroyée d'ici décembre aux directeur·trices, qu'un questionnaire à destination de ces personnels est accessible pendant quelques semaines et qu'un comité de suivi national et local permettra d'avancer sur l'évolution du métier. Enfin, le ministre s'engage pour un moratoire, jusqu'à la fin de l'année civile, de toutes les enquêtes administratives auxquelles les directeur·trices doivent répondre régulièrement.

La CGT Éduc'action dénonce des mesures qui ne sont que des pansements sur une plaie ouverte et persistante. Elle s'interroge tout d'abord sur la faisabilité de la mise en place des décharges supplémentaires sachant que les moyens en remplacement sont déjà insuffisants et largement sollicités dans la période ciblée. La CGT Éduc'action dénonce aussi un questionnaire qui n'est adressé qu'aux personnels de direction en place alors que chaque enseignant·e du premier degré est potentiellement un·e directeur·trice et a une vision de la mission. Nous dénonçons surtout un questionnaire qui oriente, de façon insistante et détournée, vers la création d'un rapport hiérarchique entre direction et adjoint·es alors que le ministère s'était engagé à ne pas le faire.

De façon plus générale, la CGT Éduc'action dénonce des mesures et décisions ministérielles qui visent exclusivement à parler des conditions de travail des seul·es directeur·trices alors que c'est bien l'ensemble des personnels qui souffre de la politique menée. Elle dénonce aussi une discussion biaisée autour de la direction qui a pour unique objectif la création d'un corps nouveau de direction d'école avec des prorogatives décisionnelles et une augmentation des indemnités. La CGT Éduc'action rappelle que ce n'est pas la réponse qu'attendent les enseignant·es. Ils-elles réclament un travail plus collégial et humain, davantage de respect de la part de l'Institution, et surtout moins de pressions hiérarchiques. On en est très loin aujourd'hui.

Montreuil, le 14 novembre 2019